

## L'art d'avoir toujours raison... de vouloir en discuter

*The Art of Always Being Right... about Discussing Things Over*

**Sarah Calba et Robin Birgé**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/edc/9179>

DOI : 10.4000/edc.9179

ISSN : 2101-0366

### Éditeur

Université de Lille

### Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 33-48

ISBN : 978-2-917562-22-2

ISSN : 1270-6841

### Référence électronique

Sarah Calba et Robin Birgé, « L'art d'avoir toujours raison... de vouloir en discuter », *Études de communication* [En ligne], 53 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/edc/9179> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edc.9179>

---

L'art d'avoir toujours raison...  
de vouloir en discuter

*The Art of Always Being Right...  
about Discussing Things Over*

Sarah Calba

Laboratoire Hyperthèses  
sarah.calba@hypertheses.org

Robin Birgé

Université de Montpellier (Lirdef) & Laboratoire Hyperthèses  
robin.birge@hypertheses.org

## Résumé / Abstract

Que signifient l'apparition récente de l'expression *fake news* dans notre langage courant et son omniprésence dans les discours médiatiques ? Si les *fake news* ne semblent pas nous « informer » de l'état du monde, de ce qui est ou existe véritablement (elles sont d'ailleurs qualifiées en français de « fausses informations »), elles pourraient nous dire beaucoup de notre rapport à la vérité, au langage et finalement à l'altérité. Tel sera le sujet de cet article : essayer de comprendre ce phénomène social à travers les multiples discours qui tentent de combattre les *fake news* et les dérives qu'elles révèlent d'après eux.

Mots-clés : discussion, discutabilité, information, affirmation, vérité, fond, forme.

*How can we interpret the recent appearance of the expression "fake news" and its widespread use in media discourse? If fake news does not "inform" us about the state of the world or about what truly exists, this notion reveals much about our relation to truth, to language and to otherness. We explore this social phenomenon by considering the discourses which attempt to combat fake news and the excesses which fake news is said to reveal.*

*Keywords: discussion, discussability, information, assertion, truth, content, form.*

## Introduction

L'étude interprétative que nous allons mener ici au sujet des *fake news* concerne les rapports entre vérité et discussion. Comme il est écrit dans l'appel à contribution de ce dossier thématique, « la formule des *fake news* embarque avec elle une certaine conception du "vrai" ou de l'évidence, contre lequel il apparaît difficile de lutter ». Effectivement, nombreuses sont les définitions qui engagent un jugement à priori et définitif quant à la vérité<sup>1</sup> ou à la fausseté des énoncés et des intentions de l'énonciateur. Ainsi, l'établissement de la vérité est présenté comme une activité déconnectée de celle visant à mettre à l'épreuve ses idées par la confrontation aux autres, c'est-à-dire par le dialogue ; il deviendrait possible (voire nécessaire) de ne pas discuter pour « penser vrai ». À titre d'exemple, l'article *Wikipédia* dédié aux *fake news* définit celles-ci comme « des informations délibérément fausses délivrées dans le but de tromper un auditoire ». Les traductions proposées – « informations fallacieuses » ou « fausses nouvelles » – vont également en ce sens. Ainsi, bien souvent les *fake news* sont considérées comme des discours faux, trompeurs, manipulateurs... autant de qualificatifs qui engagent une certaine conception de la vérité (que l'on pourrait dire absolue ou essentialiste) et qui, par la même occasion, jugent négativement non seulement les conceptions (erronées) mais aussi les intentions (malveillantes) des autres. Notre argumentation aura pour but de poser cela comme un obstacle, cette conception de la vérité comme un problème, voire une impasse pour qui veut construire sa pensée en dialogue avec celle des autres, autrement dit pour qui veut faire œuvre collective (ce qui semble être le projet affirmé de la science mais aussi de la démocratie).

Nous pouvons d'ores et déjà illustrer notre propos avec le numéro spécial « Fake news et post-vérité : 20 textes pour comprendre et combattre la menace » édité par le journal *The Conversation France* dont le slogan « L'expertise universitaire, l'exigence journalistique » doit déjà nous donner à comprendre les fondements épistémologiques. Il s'agit, d'après Arnaud Mercier (2018a), responsable de la publication du dossier, non seulement d'expliquer mais aussi de « combattre » le phénomène des *fake news*, de « se défendre face à cette menace » et au « danger que représente pour la démocratie ce climat de doute généralisé et de mensonges manipulateurs ». Suite à la lecture de ce dossier, nous souhaitons remettre en question l'idée principale qu'il véhicule d'après nous (à l'instar de beaucoup d'autres « experts » scientifiques, journalistiques ou autoproclamés), à savoir qu'une discussion doit être fondée sur de « vrais faits » et qu'il faut, pour garantir cela, faire confiance aux « sachants » et aux

1 La vérité étant presque systématiquement conçue comme une valeur positive contrairement à ce que l'idée d'une nouvelle ère de « post-vérité » défendue par certains pourrait laisser entendre... Une très large majorité des discours (même les plus « relativistes » ou les plus excentriques) nous semble prétendre à la vérité : ces discours se positionnent par rapport à cette valeur qu'ils contribuent à entretenir comme positive.

institutions. En réponse, nous proposons une autre manière de concevoir la vérité et l'altérité qui, nous l'espérons, suscitera la critique et engagera la discussion.

## 1.

### La forme de l'information

Les *fake news* que l'on traduit parfois en français par « fausses nouvelles » ou « fausses informations » sont bien souvent conçues comme des énoncés non seulement faux mais intentionnellement conçus comme tels. Actuellement, l'usage majoritaire invite à traduire le terme *fake* par truqué ou falsifié, bien que littéralement, il semble construit comme le terme *factice* au sens d'artificiel, de fait, de fabriqué – un terme qui, en français actuel, dénote plus l'inauthenticité que le façonnage intentionnel, que le travail avec art en dehors d'un processus dit naturel. Le terme *fake* est donc utilisé pour parler de contrefaçon, c'est-à-dire d'une personne ou d'une chose qui n'est pas véritablement ce qu'elle semble ou prétend être.

Dans un article intitulé « *Fake news et post-vérité : tous une part de responsabilité* », A. Mercier (2018b) écrit : « si on veut traduire en français la nuance entre < false > et < fake >, il vaut mieux éviter de parler de < fausses nouvelles > [...] mais parler plutôt d'informations falsifiées, d'informations forgées. Elles sont < journalisées > c'est-à-dire conçues pour ressembler à des informations telles que les journalistes les produisent » (p. 5). Cette distinction entre le fond et la forme d'un énoncé semble ici se superposer avec celle qui distingue la nature, l'essence, l'authenticité et l'apparent, le fabriqué, l'artificiel. Il semblerait donc que ce soit par un travail de mise en forme particulière mettant en jeu l'imagination et l'imitation que les producteurs de *fake news* seraient capables de tromper leur public. C'est la forme qui serait trompeuse, alors que le fond, lui, serait simplement vrai (conforme à la réalité) ou faux (non conforme).

Cette distinction fond/forme et tous les problèmes qu'elle engage sont aussi vieux que la philosophie elle-même... celle dite occidentale tout du moins. C'était sans doute le principal problème de Platon engagé dans une guerre intellectuelle contre les sophismes (qui pourraient être compris comme une sorte de version antique des *fake news*). Ce problème de la forme nous incite à repenser le concept – beaucoup plus actuel et, disons-le, omniprésent dans nos sociétés – d'*information*. De par l'apparente construction du mot combinée avec l'idéologie journalistique actuelle, se targuant de ne faire que révéler et transmettre un état de chose sans prendre position (ne serait-ce qu'implicitement), un énoncé qui *informe* semble être une chose in-forme, presque sans forme ou qui n'engage pas le fait de partager la même formation pour la comprendre, donc sans point de vue particulier sur la chose. D'ailleurs, le concept d'information est souvent assimilé à celui de fait (ce qui est). Pourtant, ce dernier semble nous dire presque tout l'inverse : le fait est, ou plutôt serait, littéralement fait, fabriqué, forgé. Cette facticité du fait ferait de lui une produc-

tion de l'esprit que l'on réalise en collectif, par le partage de nos expériences singulières à travers le langage. Suivant cette conception constructiviste, les faits façonnent nos expériences qui, en retour, façonnent de nouvelles manières de faire et de penser, autrement dit de nouveaux faits.

Mais comment faire sans forme ? Comment partager nos idées sans les former ? Contrairement à ce que l'on pourrait comprendre de la forme de ce mot, l'information qu'elle soit visuelle ou verbale, qu'elle soit chiffrée, imagée, gestuelle ou véhiculée par tout autre code culturellement construit, prend nécessairement une forme particulière pour être intelligible et partageable. Changer un signe revient alors à signifier autre chose : cela transforme l'information. D'ailleurs, l'apparente confusion possible entre ce qui est informe (où le in- est privatif) et ce qui informe (où l'action relève de l'information au sens par exemple médiatique du terme) pourrait ici être qualifiée de « fausse *fake news* ». En effet, issue du latin *informare* ou de l'ancien français *enformer*, l'action d'informer n'a historiquement rien à voir avec la privation de forme... au contraire même, selon le Dictionnaire historique de la langue française, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, elle et son dérivé *information* signifient « donner une forme à », « former dans l'esprit ». Dire qu'un énoncé est faux ou qu'il est falsifié, ce n'est pas la même chose. Dans le second cas, l'attention paraît davantage portée sur les intentions de l'énonciateur que sur l'énoncé. De même, parler d'info' plutôt que d'information engage des représentations différentes : l'apocope semble conformer ce terme aux habitudes d'une société pressée, efficace, où l'on dit des dépêches médiatiques qu'elles « tombent ». Ainsi, lorsque l'on souhaite porter attention aux détails, changer la forme d'une information, c'est changer son fond... donc l'information elle-même. Réciproquement, ce que l'on comprend comme le fond (ou ce qui constitue la pensée de l'énonciateur) engage des formes particulières. Autrement dit, on produit des formes qui sont en lien avec notre idéologie, définie ici comme un système d'idées qui construisent une représentation cohérente du monde.

Dans l'article précédemment cité, A. Mercier utilise des formes particulières que sont par exemple le graphique et l'anaphore. Ces formes constituent sa manière de penser et d'argumenter. Plus généralement, les idées ou les faits mobilisés dans un discours sont toujours façonnés par celui qui argumente, même lorsqu'ils sont extraits d'un autre discours. Celui qui les exprime le fait sous une forme particulière : il se les réapproprie et s'en sert pour exposer sa propre pensée. Ainsi, tout élément d'un discours – allant du choix de sa typographie jusqu'à celui de son vocabulaire ou de sa syntaxe – participe à sa cohérence argumentative. Par exemple, une écriture à la première personne nous semble engager davantage la responsabilité de l'auteur qu'une écriture à la forme impersonnelle. Mais il arrive que ce ne soit pas le cas... tout dépend des autres signes qui composent le texte et de leur mise en lien par le lecteur. En ce sens, c'est-à-dire avec la volonté de comprendre les discours par analyse synthétique et interprétative, parce que nous pensons que la forme est toujours

fondée et que le fond est toujours formé, nous affirmons (plus que nous vous informons) que le fond est d'après nous indissociable de la forme.

Ainsi, contrairement à ce qu'affirme le combat intellectuel contre les *fake news*, ici illustré par le travail de A. Mercier, nous ne voudrions pas suggérer que les *fake news* sont des manipulations formelles qui seraient, au fond, indifférentes à la vérité des choses du monde. Au contraire, nous voudrions les comprendre comme l'expression d'idéologies différentes qu'il ne faudrait pas évacuer sous peine de manquer la discussion pouvant engager une meilleure compréhension.

## 2.

### Cordiaux désaccords

Pour A. Mercier (2018b), la discussion ou le débat est « normalement régi par des règles de la conversation » qui impliquent tout d'abord le fait de considérer son interlocuteur comme un « partenaire légitime ». Sur ce point, nous sommes d'accord : tout individu qui fait l'expérience du monde et qui, conséquemment, s'en forme une vision singulière qu'il peut exprimer par le langage nous paraît digne d'intérêt... Et son point de vue nous paraît entièrement recevable dans le cadre d'une discussion, qui plus est dans une société qui définit son mode de fonctionnement comme démocratique<sup>2</sup>. Ces règles de conversation incluent également une exigence de qualité résumée ainsi par l'auteur :

« Ne dites pas ce que vous n'avez pas de raisons suffisantes de considérer comme vrai, ou encore n'affirmez pas ce pour quoi vous n'avez pas suffisamment de preuves. Si on peut débattre légitimement de l'interprétation des faits, de l'angle sous lequel on peut voir la réalité, la base d'une saine discussion est de s'entendre sur la matérialité de certains faits avérés » (p. 6).

Et c'est bien là que réside la difficulté de l'exercice : pour discuter, il faut à la fois se fonder sur des accords préalablement établis – à commencer par un langage, mais aussi certaines manières de faire et de penser habituelles, notamment les fameux faits – qui sont le plus souvent tacites, mais il faut également permettre les désaccords, sans quoi la discussion n'en serait pas

2 Cet énoncé qui pourrait sembler aller de soi est pourtant potentiellement subversif dans nos démocraties occidentales où toute décision politique (au sens restreint de l'établissement des lois) se fonde avant tout sur la parole d'experts : ceux qui, de par leur plus grande (ou meilleure) expérience en un domaine, peuvent nous éclairer. Cette légitimité – qui se fonde selon nous sur l'autorité du discours scientifique – disqualifie a priori les individus non-experts du débat démocratique, ce que nous avons essayé de contre-argumenter à plusieurs reprises dans d'autres contextes (Birgé et Calba, 2018).

une. En effet, le terme discuter (du latin *discutere* « faire tomber en secouant, fracasser ») engage l'échange d'arguments contradictoires, la confrontation des expériences, des définitions, des idées... donc du désaccord. Tout l'enjeu de la discussion consiste à transformer de cordiaux désaccords en des accords nouveaux. Voilà pourquoi nous souhaiterions exposer notre perplexité quant à la dernière phrase de la précédente citation : son auteur admet qu'il est toujours possible d'interpréter différemment les faits et d'en débattre mais, malgré tout, il existerait certains « faits avérés », donc devant être reconnus comme vrais. Mais comment forcer cette reconnaissance ? Que faire lorsque notre interlocuteur met en doute un fait dont nous supposons qu'il était entendu... si ce n'est en refaire la démonstration, c'est-à-dire trouver d'autres faits pour en soutenir l'argumentation et poursuivre ainsi le jeu de la discussion ? Bien sûr, on peut toujours y mettre fin si les points d'accord sont trop difficiles à trouver, mais c'est prendre le risque de ne finalement jamais comprendre et n'être soi-même jamais compris. Il nous semble donc plus constructif (à supposer que l'on souhaite construire les choses collectivement) de considérer que *nulle affirmation ou nul fait ne peut être présenté (et même pensé) comme indiscutable.*

D'aucuns pourraient nous rétorquer que cette proposition (en italique) est intenable car ainsi formulée, elle est elle-même indiscutable. Il existerait ainsi une sorte de contradiction inextricable dans le discours de ceux qui tentent d'affirmer des vérités relatives. Mais il n'en est rien. N'en déplaise aux amateurs de paradoxes analytico-logiques, il est possible d'affirmer que tout peut être remis en question (y compris cette affirmation) pour peu que cette remise en question soit finalisée et argumentée. Nous pouvons donc tout à fait imaginer être un jour convaincus par l'idée qu'il est plus constructif d'affirmer que certains faits sont indiscutables. Mais pour être effectivement convaincus, il nous faudra d'abord en discuter, autrement dit comprendre et partager les finalités de ceux qui argumentent en ce sens. Bien sûr, ces discussions ont lieu régulièrement... mais pour notre part, les arguments en faveur de l'existence de vérités immuables n'ont pas su nous séduire. Contrairement à de nombreux spécialistes de l'information et/ou de la communication (tels que ceux ayant contribué au numéro spécial publié par *The Conversation France*) inquiets de voir nos sociétés sombrer dans une sorte de chaos intellectuel du fait de l'absence de fondements absolus, nous pensons que c'est précisément parce qu'il existe des faits indiscutables aux yeux de certains que les *fake news* peuvent exister.

### 3.

## L'effet de l'indiscutabilité

Dans l'appel à contribution ayant motivé la rédaction de cet article, il est écrit que « malgré les enjeux posés par l'absence de définition claire de la formule, les discours à propos des *fake news* se matérialisent très concrètement au travers du déploiement d'un ensemble de dispositifs académiques visant



leur régulation ». En effet, l'existence des *fake news* nous semble avant tout tenir aux multiples discours qui se présentent en réaction ou en réponse à ce que leurs auteurs comprennent ainsi. La notion de *fake news* ne semble être employée (donc définie) que par ses détracteurs : elle n'est pas un qualificatif positif mais une manière de disqualifier. Même Donald Trump – que beaucoup identifient comme l'un des plus grands pourvoyeurs de *fake news* – utilise cette expression pour évacuer les déclarations qui viennent le contredire ou qui, tout simplement, lui déplaisent.

Pour autant, il nous semble que les discours prescriptifs (ceux qui proposent de se défendre contre les *fake news*, de leur résister ou encore de les ignorer) n'émanent pas seulement d'instances périphériques ou extérieures mais proviennent directement des lieux de production des savoirs scientifiques. Ainsi, de nombreux chercheurs travaillant à comprendre ce phénomène prennent position au travers de leurs analyses, et malgré la diversité des points de vue exposés dans ces études, il existe d'après nous certains points communs épistémologiques, en particulier une certaine conception de la vérité (apparemment inaltérable) qui nous pose problème. De cette conception de la vérité découle une partition vrai/faux des idées qui, bien souvent, tend à annihiler la pensée de l'autre (si elle est jugée fautive à l'instar d'une *fake news*) et du même coup, en lui retirant la possibilité d'être un interlocuteur valable, ne permet pas d'engager la discussion<sup>3</sup>.

Ainsi, alors même que de nombreux chercheurs se déclarent constructivistes (ils affirment donc construire leurs idées, y compris celles leur permettant de distinguer le vrai du faux), la manière dont ils argumentent leur point de vue au sujet des *fake news* nous semble davantage relever d'un mode de penser positiviste. En suivant la critique formulée par Isabelle Stengers (1990) dans *L'invention des sciences modernes* qui comprend le positivisme comme la « disqualification de ce qui n'est pas reconnu comme scientifique [...], qui ôte à ce contre quoi "la science" s'est constituée toute possibilité d'en contester la légitimité ou la pertinence » (p. 35), nous utilisons ce terme pour désigner toute pensée qui engage une *rupture* entre ce qui est conçu comme positif (le vrai, le réel, ou encore les faits lorsqu'ils sont indiscutables)<sup>4</sup> et ce qui est conçu comme négatif, à savoir le faux et tous ses dérivés : l'erreur, le mensonge, l'illusion, l'artefact, le biais, la fiction, l'opinion, le mythe, le baratin, la foutaise,

3 Pour faire le lien avec les règles de la discussion formulées par A. Mercier, l'on pourrait dire que le principe de qualité – l'existence de « certains faits avérés » – rend possiblement caduc le principe de légitimité : si notre interlocuteur ne reconnaît pas ces faits (qui sont, dans le cadre de la discussion, les nôtres), alors il n'est plus légitime.

4 Car contrairement à notre conception des faits qui les comprend comme des constructions intellectuelles partagées par une communauté, de nombreuses définitions les considèrent presque à l'inverse, comme des énoncés qui sont, « au-delà » de leur formulation particulière et des multiples interprétations que l'on peut en avoir, des vérités fondamentales, existant indépendamment de la pensée.

etc. Dès lors qu'une pensée, qu'elle soit dite scientifique, philosophique ou de « bon sens », refuse de considérer l'intérêt ou conteste la réalité d'un autre point de vue aussi étrange et suspect soit-il, en se fondant au moins en partie sur des arguments d'autorité (puisque, dans ce cadre, il n'est pas nécessaire de contre-argumenter ceux qui ne se sont pas légitimes), nous la qualifions de positiviste.

À titre d'exemple, nous aimerions citer le dernier livre de Manuel Cervera-Marzal (2018) intitulé *Post-vérité, pourquoi il faut s'en réjouir* dans lequel il est écrit :

« Il est contre-productif de combattre les *fake news*. Il faut les ignorer. Elles se dissipent toutes seules. De même, il faut laisser périr le complottisme sous le poids de ses propres contradictions. Ces théories sont si faibles qu'elles finissent par s'autodétruire. Les *fake news* sont comme les *trolls* : leur répondre, c'est les alimenter » (p. 59).

Un désintérêt qui nous semble lié à sa conception de la vérité :

« [...] si la démocratie se méfie de la vérité, elle suppose néanmoins un respect minimal des faits. Sans quoi, tout serait permis et les citoyens mentiraient à leur guise. Il existe des données élémentaires brutales – c'est Donald Trump, et non Donald Duck, qui est devenu le 45<sup>e</sup> président des États-Unis d'Amérique en janvier 2017. Ces données sont inattaquables, même par les plus fieffés séides du relativisme » (p. 47).

Mais que signifie l'adjectif *inattaquable* ? Est-ce à dire que ces « données » – qui, comme les informations dont nous avons précédemment parlé, prennent toujours une forme particulière : celui d'un énoncé, d'un agencement de mots non donnés mais choisis – n'auraient plus à être interrogées ? Certains faits seraient-ils irréfutables ? Certaines idées seraient indiscutables ? Une position d'autant plus étrange qu'elle est souvent le moyen de repérer et de critiquer le dogmatisme, autrement dit l'absence de doute – une posture que l'auteur ne souhaite manifestement pas encourager si l'on suit d'autres de ses raisonnements.

Nous pourrions également citer la philosophe Myriam Revault d'Allonnes (2018) dans son livre *La faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun* :

« Dans les systèmes totalitaires, une idéologie “fantasmatiquement fictive” suscite un monde à la fois mensonger et cohérent que l'expérience est impuissante à contrarier. Le penser idéologique s'affranchit de l'expérience et se débarrasse du réel en affirmant l'existence d'une réalité plus “vraie” que celle que nous appréhendons et percevons. Il ordonne les faits selon une procédure entièrement logique : en partant d'une prémisse tenue pour un axiome et dont tout le reste est déduit, on parvient à une cohérence jamais rencontrée dans le réel ».

Ce qui nous intéresse ici (au-delà du fait que cette déclaration entre directement en contradiction avec celle de M. Cervera-Marzal : une théorie que l'on croit « affranchie du réel » ne semble pas toujours s'effondrer d'elle-même)<sup>5</sup> c'est d'une part le champ lexical déployé par l'auteure pour disqualifier un autre système d'idées auquel elle n'aspire pas (idéologie, fiction, fantasme, mensonge) et d'autre part sa propension à le dépouiller de toute sa réalité... pour mieux s'accaparer la capacité à « être dans le vrai ». Lorsqu'elle affirme qu'une pensée totalitaire construit un monde que « l'expérience est impossible à contrarier », elle semble considérer que *l'expérience* (notre rapport au monde mis en forme par la pensée) est nécessairement univoque... ce qui n'est pas le cas, tout du moins dans son exemple. Ainsi, si les partisans du régime totalitaire que M. Revault d'Allonnes évoque semblent manquer d'attention quant à l'expérience vécue par d'autres (notamment les opprimés), celle-ci nous semble également manquer d'attention quant à l'expérience vécue par ces partisans. Finalement, en quoi leur expérience du monde (qui se manifeste très concrètement par la mise en place d'un régime) serait-elle moins réelle ? D'après nous, ce n'est pas tant l'expérience que son argumentation qui, parfois, ne parvient pas à « contrarier » ou plutôt à transformer d'autres façons d'intellectualiser son expérience du monde. C'est d'ailleurs le cas de l'argumentation produite par M. Revault d'Allonnes lorsqu'elle essaye de justifier l'existence de certains faits indiscutables qui nous laisse dubitatifs :

« Si les vérités de fait et l'opinion ont en commun de participer de la texture du domaine public et de relever de la pluralité humaine, elles diffèrent en ce que la vérité – qu'elle soit rationnelle ou de fait – s'impose avec une évidence contraignante. On ne peut pas davantage discuter du fait que "deux et deux font quatre" que du fait que Donald Trump a été élu président des États-Unis en novembre 2016. Les vérités de fait s'imposent et elles sont en quelque sorte "au-delà" du consentement » (p. 8).

Ici encore, le choix des mots et des tournures de phrases est intéressant. Par deux fois, le verbe *s'imposer* est utilisé avec pour sujet la (ou les) vérité(s). Cette dernière est « contraignante », elle existe « au-delà du consentement », comme si elle n'était pas construite, formalisée, instituée mais bien plutôt qu'elle préexistait indépendamment de nos volontés. Nous pensons pourtant que l'énoncé selon laquelle « deux et deux font quatre » n'existe que pour nous aider à penser et partager nos pensées. L'on pourrait tout à fait définir tout cela autrement. Et si on ne le fait pas, c'est sans doute que nous n'avons pas vraiment de raisons pour le faire et non parce qu'il s'agit d'une vérité qui s'impose. Il en est de même pour la déclaration au sujet de l'élection de Donald Trump : elle pourrait être formulée autrement (quitte à transformer complètement ce qui

5 Elles semblent même parfois tellement résistantes que M. Revault d'Allonnes en vient à nous déclarer démunis, « impuissants », incapables de produire une contre-argumentation convaincante... nous laissant alors dans l'impasse qui consiste à faire preuve d'autorité soi-même pour transformer la situation.

se présente comme une certitude, par exemple en interrogeant le processus électoral en vigueur aux États-Unis) mais là, sans plus d'arguments, nous n'avons pas spécialement de raisons d'en douter. Au contraire même, puisque c'est dans le discours de M. Revault d'Allonnes que cette déclaration est prise... et elle a toutes les raisons de ne pas nous en faire douter.

Quelques lignes plus tôt dans cet ouvrage au sujet de la post-vérité, la philosophe déclarait : « une proposition est dite < vraie > lorsqu'elle est garantie par sa conformité à ce qui est ». Ici encore nous sommes confrontés au problème de la forme. Celle-ci joue d'ailleurs un rôle important puisqu'elle est supposée garantir la vérité d'une proposition. Le terme *conformité* est intéressant car il peut signifier (selon les définitions proposées par le Centre national de ressources textuelles et lexicales) « ce dont la forme correspond à celle de l'objet pris comme modèle » ou encore « ce qui est en règle avec la législation en vigueur ». La « conformité à ce qui est » peut ainsi vouloir dire qu'un énoncé ou une théorie correspond bien à des phénomènes qui existent « réellement », c'est-à-dire en dehors du langage – et c'est en ce sens que nous avons compris la définition de M. Revault d'Allonnes – mais cette définition nous pose problème. De la même manière que le sens d'un énoncé est indissociablement lié à sa forme, la réalité nous semble indissociablement liée à l'expérience que nous en avons, cette dernière étant d'après nous nécessairement mise en forme par la pensée et le langage (ici compris au sens large). Nous préférons donc penser que « ce qui est » désigne non pas un réel extérieur (sur lequel nous n'aurions finalement pas de prise... ou plutôt de maîtrise) mais un ensemble de réalités que nous avons collectivement construites et que nous pouvons toujours transformer. En ce sens, les vérités seraient des constructions intellectuelles partagées (plus ou moins largement, plus ou moins fortement, plus ou moins longtemps) et relèveraient davantage de la convention. Alors que M. Revault d'Allonnes conçoit la vérité comme *une chose qui s'impose*, nous proposons de la concevoir comme *un ensemble de manières de faire ou de penser communément admises que nous nous imposons* pour construire le monde collectivement.

Ainsi, contrairement à une idée que nous croyons largement partagée<sup>6</sup>, nous pensons que ce n'est pas à un réel extérieur à la pensée que nous nous confrontons lorsque nous éprouvons nos idées (ce fameux réel dont on dit qu'il nous résiste) mais bien plutôt au jugement des autres, à leurs façons de penser et d'agir, à leurs discours. Ce sont les autres qui, d'une certaine manière, nous imposent leur propre expérience raisonnée du monde<sup>7</sup> et ce sont leurs pensées qui éventuellement nous résistent. Mais cela n'a rien d'immuable... du moment que cela reste discutable.

6 L'on pourrait dire que c'est une vérité que nous souhaitons remettre en question.

7 Pour peu que l'on ait choisi de vivre ensemble, donc de se confronter aux autres.

## 4. L'ultime stratagème

Si l'on admet cette vision des choses, le concept de *fake news* perd beaucoup de son sens puisque l'enjeu de la discussion ne consiste pas à défendre son point de vue ou à lutter (le plus souvent au nom de la vérité) contre un interlocuteur alors devenu adversaire, mais à s'accorder avec lui pour produire de nouveaux raisonnements et avec pour seul but de construire des points de vue partagés. Dès lors, ce que certains identifient comme une *fake news* n'est rien de moins qu'une affirmation qu'il nous faut, à l'instar de toutes les autres, évaluer (en tenant compte notamment de son contexte de diffusion) et contre-argumenter si l'on en ressent le besoin. Que cette affirmation soit factice – donc artificiellement fabriquée par la pensée – n'est pas un problème car, d'une certaine façon, c'est le cas de chacune de nos déclarations. En aucune manière cela ne devrait constituer une excuse pour mettre fin à la discussion. Bien au contraire, c'est de la bonne ou mauvaise facture des discours dont il faut discuter.

Comme l'affirment les deux auteurs précédemment cités (M. Revault d'Allonnes et M. Cervera-Marzal) en se référant tous deux à la pensée de Hannah Arendt, les discours volontairement faux tels que les mensonges, les fictions ou les œuvres de l'imagination peuvent être tout à fait constructifs et émancipateurs. Ils peuvent, en faisant un pas de côté par rapport à ce que l'on considère être à un moment donné la réalité, transformer cette dernière. C'est ainsi que M. Cervera-Marzal décrit, dès les premières lignes de son livre, la Révolution française comme fondée sur un mensonge : « Les révolutionnaires mentirent en affirmant que les hommes naissaient égaux. Les hommes ne naissaient pas égaux et les révolutionnaires le savaient pertinemment » (p. 7). Mais les *fake news* sont pour eux d'une autre sorte : ils n'ont rien à voir avec la réalité. Ce ne sont pas tant des discours faux que de faux discours, des discours qui n'en sont pas tant ils sont déconnectés de la vérité. M. Cervera-Marzal distingue ainsi le mensonge (qui est, d'après lui, indissociable du travail politique) et le baratin. Il écrit : « Donald Trump n'est pas un menteur car, pour mentir, il faut avoir une idée de ce qu'est la vérité. Pour cacher la vérité, il faut la connaître. Or Donald Trump n'a pas la moindre idée de ce qui est vrai. Il n'a pas la moindre connaissance du monde » (p. 44). Une déclaration provocante qui nous fait sourire mais qui peut tout de même paraître étrange aux yeux de ceux que le jugement étayé intéresse. D'autant qu'un peu plus loin, nous apprenons que « Donald Trump est un virtuose de la communication, un orateur surdoué », ce qui ne va pas sans quelques connaissances... Il aurait ainsi « anéanti ses adversaires en les traitant de < losers > et en se moquant de leur physique. Stratégie que personne n'avait osé envisager avant lui ».

À ce moment de la lecture, un ouvrage nous est revenu en tête. Rédigé par Arthur Schopenhauer, il fut publié après sa mort sous l'intitulé *L'art d'avoir*

*toujours raison*. Celui-ci se compose d'un préambule exposant sa conception de la discussion (une « joute intellectuelle » sans rapport avec la recherche de la vérité) et d'une liste de 38 « stratagèmes » supposés nous aider à déjouer les ruses de son « adversaire » et y recourir soi-même pour se battre « à armes égales ». En voici quelques uns à peine reformulés. *Stratagème n° 1* : Étendre l'affirmation de l'adversaire au-delà de ses limites, autrement dit exagérer son propos. *Stratagème n° 2* : Jouer avec les mots en confondant le sens de deux idées que vous savez distinctes grâce à l'usage d'homonymes. *Stratagème n° 8* : « Mettre l'adversaire en colère, car dans sa fureur il est hors d'état de porter un jugement correct et de percevoir son intérêt ». *Stratagème n° 12* : Choisir des mots favorables à la thèse que l'on défend et faire passer cela pour une simple description ; par exemple, « quand l'un dit < se mettre à l'abri >, son adversaire dira < enfermer > ». *Stratagème n° 14* : Proclamer victoire abusivement car « si l'adversaire est timide ou stupide et qu'on a soi-même beaucoup d'audace et une bonne voix, cela peut très bien marcher ». *Stratagème n° 18* : Interrompre le débat à temps en s'éclipsant ou en changeant de sujet quand on s'aperçoit que l'adversaire va nous battre. *Stratagème n° 24* : Forcer la thèse de l'adversaire, déformer ses concepts « pour en faire sortir des propositions qui ne s'y trouvent pas et qui ne reflètent pas du tout [son] opinion car elles sont au contraire absurdes ou dangereuses ». *Stratagème n° 28* : Se servir de l'ignorance du public pour tourner en dérision son adversaire ; pour cela il faut avancer « une objection non valable mais dont seul le spécialiste reconnaît le manque de validité ; celui qui est spécialiste, c'est l'adversaire, pas les auditeurs. À leurs yeux, c'est donc lui qui est battu, surtout si l'objection fait apparaître son affirmation sous un jour ridicule. Les gens sont toujours prêts à rire, et on a alors les rieurs de son côté ». *Stratagème n° 30* : User d'arguments d'autorité plutôt que de raisons, ce qui est d'autant plus facile lorsque les connaissances et aptitudes de l'adversaire sont limitées. « On peut aussi, en cas de nécessité, non seulement déformer mais carrément falsifier ce que disent les autorités, ou même inventer purement et simplement ; en général, l'adversaire n'a pas le livre sous la main et ne sait pas non plus s'en servir ». *Stratagème n° 36* : « Déconcerter, stupéfier l'adversaire par un flot insensé de paroles [...] s'il est habitué à entendre toutes sortes de choses qu'il ne comprend pas, tout en faisant semblant de les comprendre, on peut lui en imposer en lui débitant d'un air très sérieux des bêtises [...] ». *Ultime stratagème* : Insulter votre adversaire. « Si l'on s'aperçoit que l'adversaire est supérieur et que l'on ne va pas gagner, il faut tenir des propos désobligeants, blessants et grossiers ».

Voilà qui semble remettre en question l'audacieuse inventivité prêtée au président américain en matière d'art oratoire... À plus d'un titre, il nous semble intéressant de mettre en lien la pensée de A. Schopenhauer avec les discours critiques au sujet des *fake news* et plus généralement, de ce que

certains considèrent être du « baratin »<sup>8</sup>. Sans ambiguïté dans cet ouvrage, A. Schopenhauer assimile l'art de la discussion à un art de la guerre (des idées) où tous les moyens sont bons pour vaincre son adversaire, et surtout avoir toujours raison. Mais comment ne pas comprendre ce texte comme ironique ? Comment l'auteur peut-il prétendre user de telles bassesses et nous conseiller d'en faire autant ? Qui pourrait penser que des discussions où il faut être hypocrite, incompréhensible, autoritaire ou insultant puissent être intéressantes et productives ? Dans la mesure où Schopenhauer n'aura jamais cherché à publier son ouvrage (il n'aura pas même pris soin de le titrer) alors qu'il l'avait rédigé presque trente ans avant sa mort, on l'imagine davantage écrire cette tragédie dialectique inspirée par toutes les discussions décevantes ou ayant mal tournées qu'il aura vécues afin de réaliser sa propre catharsis. Il finit ainsi par confier à propos de cet ultime stratagème qu'il serait naïf de vouloir le parer en démontrant calmement la bêtise – donc l'impasse intellectuelle – que constitue l'insulte, car cela ne ferait qu'attiser la colère de l'adversaire. La seule parade véritablement sûre d'après lui consiste à :

« Ne pas débattre avec le premier venu, mais uniquement avec les gens que l'on connaît et dont on sait qu'ils sont suffisamment raisonnables pour ne pas débiter des absurdités et se couvrir de ridicule [...]. Il en résulte que sur cent personnes il s'en trouve à peine une qui soit digne qu'on discute avec elle. Quant aux autres, qu'on les laisse dire ce qu'elles veulent car *desipere est juris gentium*<sup>9</sup>, et que l'on songe aux paroles de Voltaire : "La paix vaut encore mieux que la vérité" ».

Schopenhauer semble ainsi préférer la sérénité d'une réflexion solitaire ou d'un entretien convenu à l'inconfort d'une discussion où l'on se trouve inopinément confronté aux prétentions de ceux construisant aussi leur pensée, mais selon d'autres règles, d'autres convictions, d'autres expériences et d'autres finalités. Alors pourquoi ne pas suivre ses conseils et refuser de discourir avec ceux qui, d'après nous, extravaguent ? C'est également la question posée par l'un des évaluateurs de cet article en nous écrivant ceci :

Vous partez du principe qu'il est bon de discuter, qu'il vaut mieux débattre (avec autrui) que de le combattre. Or, précisément, c'est discutable. On peut vous rétorquer qu'il y a certaines personnes, ou certaines idées, qu'on veut combattre (le négationnisme, le racisme, etc.) plutôt que de débattre avec elles. Ça ne veut pas dire que ces idées ou personnes ne peuvent pas s'exprimer, n'ont pas droit de cité. Elles ont le droit de s'exprimer. Mais on a le droit de refuser de débattre avec elles.

8 Le terme baratin qui désigne un flot de paroles visant à duper ses auditeurs (ou ses clients) est un dérivé du provençal *barater* signifiant « tromper ».

9 « C'est un droit des gens que d'extravaguer ».

Effectivement, on a le droit... Et notre discours – qui n'est pas une prescription mais une proposition visant à rendre la discussion plus constructive – ne viendra jamais contredire cela. Nous pensons que les gens ont toujours des raisons particulières qui les poussent à agir ou incarner certaines idées et que le meilleur moyen de transformer une situation problématique consiste à exposer les raisons des uns et des autres avec l'envie de parvenir à mieux se comprendre (ou tout du moins à se comprendre un peu autrement). On peut préférer s'abstenir, rester « entre soi » et laisser les autres s'exprimer sans chercher, par le dialogue, à construire des liens entre leurs pensées et les nôtres... ou encore « aller au combat » avec l'envie d'annihiler la pensée adverse, mais c'est prendre le risque de ne pas beaucoup transformer nos problèmes. Ainsi, pour en revenir au thème du dossier, nous pensons que le concept de *fake news* est en soi problématique car, précisément, il engage ce type de rapports. Si rien ne nous empêche de déconstruire les affirmations des autres lorsqu'elles nous posent problème, rien ne nous oblige à les qualifier ainsi.



## Bibliographie

Birgé R., Calba S. (2018). « La tragique fin des experts ». In *Pour une recherche scientifique responsable, 2<sup>e</sup> colloque*, Sciences Citoyennes, Paris, EHSS, 29 mai. Disponible sur [https://www.youtube.com/watch?v=58mvVvx\\_iFM](https://www.youtube.com/watch?v=58mvVvx_iFM) (page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2019).

Cervera-Marzal M. (2019). *Post-vérité, pourquoi il faut s'en réjouir*, Lormont, Éditions Le bord de l'eau.

Mercier A. (2018a). *Fake news et post-vérité : 20 textes pour comprendre la menace*. The Conversation France. Disponible sur [https://cdn.theconversation.com/static\\_files/files/160/The\\_Conversation\\_ebook\\_fake\\_news\\_DEF.pdf](https://cdn.theconversation.com/static_files/files/160/The_Conversation_ebook_fake_news_DEF.pdf) (page consultée le 30 octobre 2019).

Mercier A. (2018b). « Fake news et post-vérité : tous une part de responsabilité ! ». In Mercier A. (dir.), *Fake news et post-vérité : 20 textes pour comprendre la menace*. The Conversation France, p. 5-10.

Revault d'Allonnes M. (2018). *La faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun*, Paris, Le Seuil.

Schopenhauer A. (2003 [1864]). *L'art d'avoir toujours raison*, Paris, Éditions Mille et une nuits.

Stengers I. (1990). *L'invention des sciences modernes*, Paris, Gallimard.